

EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS DU COMITE SYNDICAL DU 20 AVRIL 2015

Envoyé en préfecture le 27/04/2015

Reçu en préfecture le 27/04/2015

DELEGUES :	Affiché le	SEBA EAU
Nombre		79
Quorum		40
Présents		51
Pouvoirs		6
Votants		56
Abstentions		1
Suffrages exprimés		55
Majorité requise		28
Pour		55
Contre		0

OBJET : 1.1.1 – FINANCES – COMPTE ADMINISTRATIF 2014 DU BUDGET PRINCIPAL « GESTION GENERALE » -

L'an deux mille quinze, le vingt du mois d'avril, à dix-sept heures trente, les membres du COMITE SYNDICAL du SYNDICAT DES EAUX DU BASSIN DE L'ARDECHE - S.E.B.A. -, se sont réunis au siège du Syndicat à la Sigalière à LARGENTIERE, sur la convocation qui leur a été adressée par le Président du Syndicat conformément au Code Général des Collectivités Territoriales (article L 5211-8), sous la présidence de Monsieur Jean PASCAL, Président du Syndicat.

Conformément aux statuts du Syndicat et aux dispositions du règlement intérieur du syndicat, participent à la présente délibération tous les délégués énumérés ci-dessous.

Titulaires présents avec voix délibérative :

<u>SEBA PRODUCTION ET DISTRIBUTION A L'USAGER : pour les communes adhérentes directes :</u> MM. LANGLET Patrick (Les Assions) / CONSTANT Bernard (Balazuc) / MATHIEU Jean-Claude (Beaulieu) / BALMELLE Robert (Berrias - Casteljau) / FAUGIER Christian (Chandolas) / MME MOUTERDE Hélène et M. SERRE-CHAMARY René (Chassiers) / MM. PLANTEVIN Patrick (Chauzon) / GIRAUD Jacky (Chazeaux) / Mme TAULEIGNE Lise (Fabras) / M. PASCAL Jean (Faugères) / Mme CHAGOT Patricia (Grospierrès) / MM. FLAMBEAUX Patrice (Labeaume) / CLADT Bernard (Labégude) / CHAMBON Roland (Lachapelle S/s Aubenas) / ROSE Hermand (Largentières) / LEGENDRE Yves (Laurac en Vivarais) / BELLOT James (Meyras) / RAMANMALI Angelin (Montréal) / VIELLARD Jean-Léon (Pradons) / CUTTIER Jean-François (Prunet) / PERBOST Serge et CHARRIERE Jacques (Ruoms) / DEVANCIARD Gilles et SERRE Michel (St Alban Auriolles) / MEISS Bernard (Saint Andéol de Vals) / JAUFFRE Michel (St Pierre de Colombier) / MERINE Philippe (St Privat) / OZIL Raymond (Sampzon) / DUGAS Laurent (Tauriers) / SAUBIN Philippe et LACROTTE Robert (Vals-Les-Bains) / VEYRENC Eric (Vernon) / MANENT Pierre (Vinezac)	<u>SEBA PRODUCTION ET FOURNITURE EN GROS : pour les communes adhérentes directes :</u> M. CIVIER Stéphane (Aubenas) / Mme CHASTAGNIER Geneviève (Joyeuse) / M. IMMACOLATO Jean-Pierre et Mme MAIRESSE Nadine (Vallon Pont d'Arc)
	<u>SEBA PRODUCTION ET FOURNITURE EN GROS : pour le Syndicat « OLIVIER DE SERRES » :</u> Mme CHAGNOL Dominique, MM. BACCONNIER Jean-Claude et FALLOT Joseph
	<u>SEBA PRODUCTION ET FOURNITURE EN GROS : pour le Syndicat ST ETIENNE-DE-FONTB./ ST SERVIN :</u> M. DURIEU Jean-Marie
	<u>SEBA ASSAINISSEMENT : pour les Communautés de Communes :</u> Mme CHAGNOL Dominique (CDC Gorges Ardèche) / M. MANENT Pierre (CDC Vinobre)

Titulaires ayant donné procuration :

<u>SEBA PRODUCTION ET DISTRIBUTION A L'USAGER : pour les communes adhérentes directes :</u> M. PONTIER Jean-Yves (Labégude) à M. CLADT Bernard M. BALAZUC Thierry (Lachapelle S/s Aubenas) à M. CHAMBON Roland M. ORIVES Eric (Lalevade d'Ardèche) à Mme DUMAS Jacqueline M. ROURISOL Denis (St Privat) à M. MERINE Philippe	<u>SEBA PRODUCTION ET FOURNITURE EN GROS : pour les communes adhérentes directes :</u> M. BARALE Ange (Vallon Pt d'Arc) à Mme MAIRESSE Nadine
	<u>SEBA ASSAINISSEMENT : pour les Communautés de Communes :</u> M. PONTIER Jean-Yves (CDC Aubenas-Vals) à M. LACROTTE Robert

Titulaires excusés :

<u>SEBA PRODUCTION ET DISTRIBUTION A L'USAGER : pour les communes adhérentes directes :</u> MM. CHARRON Claude (Lalevade d'Ardèche) / VEYRENC Yves (Pont de Labeaume) / IMBERT Guy (Rocher) / AUDIBERT François (Ribes) / GIBERT Alain (Rocles) / Mme KONARZEWSKI Jessica et M. ROURE Sébastien (Rosières) / MM. GARRIDO Jean-Manuel (St André de Cruziers) / OLIVIER Robert (Sanilhac) / LECOSSOIS Jean-Marie (Uzer)	<u>SEBA PRODUCTION ET FOURNITURE EN GROS : pour les communes adhérentes directes :</u> Mme TOURRE Nathalie (Joyeuse)
	<u>SEBA ASSAINISSEMENT : pour les Communautés de Communes :</u> M. GARRIDO Jean-Manuel (CDC Pays des Vans en Cévennes)

Titulaires absents :

<u>SEBA PRODUCTION ET DISTRIBUTION A L'USAGER : pour les communes adhérentes directes :</u> MM. VENDEVILLE Patrice (Banne) / LEYNAUD Jean-Marc (Joannas) / Mme AMET Maryse (Largentières) / M. RISSE Michel (Malbosq) / Mme MESSAOURI Simone (Ruoms) / MM. BOISSEL Jean-Luc (St Julien du Serre) / SOUTEYRAND Marc, Mme CHARROUD Annie et M. AVIAS Cyrille-Christophe (Ucel) / Mme EL FARKH Marie (Vals-Les-Bains) / M. GRASSET Guillaume (Vinezac)	<u>SEBA PRODUCTION ET FOURNITURE EN GROS : pour les communes adhérentes directes :</u> MM. ETIENNE Claude (Chirols) / CONTESSO Franck (Fons)
	<u>SEBA PRODUCTION ET FOURNITURE EN GROS : pour le Syndicat d'adduction de BARJAC :</u> MM. CHAULET Edouard, UGHETTO René et MARRON Jacques
	<u>SEBA PRODUCTION ET FOURNITURE EN GROS : pour le Syndicat « OLIVIER DE SERRES » :</u> M. LADREYT Jean-Pierre

Suppléants présents avec voix délibérative :

<u>SEBA PRODUCTION ET DISTRIBUTION A L'USAGER : pour les communes adhérentes directes :</u> Mme DUMAS Jacqueline (Lalevade d'Ardèche) / MM. LASSERE Camille (Ribes) / LAPIERRE Michel (Rocher) / VAN DYCK Gaston (Rocles) / ESPERANDIEU Jean-Claude (St André-De-Cruziers) / Mme RODIER Ginette (Sanilhac) / M. PERRIER Bernard (Uzer)	
--	--

Le Secrétaire de séance est : Mme Lise TAULEIGNE

- 1/5 -

« La Sigalière » – Les Vergnades – 07110 LARGENTIERE

Tél. 04 75 89 96 96 – Fax : 04 75 89 96 97 – E.mail : administration@seba-eau.fr - Site internet : www.seba-eau.fr

OBJET : 1.1.1 – FINANCES – COMPTE ADMINISTRATIF 2014 DU BUDGET PRINCIPAL « GESTION GÉNÉRALE » -**Généralités**

Le Compte Administratif de l'année N doit être adopté avant le 30 Juin de l'année N+1 et être transmis au Représentant de L'Etat dans le Département au plus tard 15 jours après le délai limité fixé pour son adoption.

Le Comité Syndical doit donc se prononcer sur les Comptes Administratifs de ses **trois Budgets**, à savoir ceux du :

- Budget principal « Gestion Générale », (comptabilité M 14)
- Budget annexe n°1 « Service de l'Eau », (comptabilité M 49)
- Budget annexe n°2 « Service de l'Assainissement » (comptabilité M 49)

Pour avoir une vision plus détaillée des dépenses, des recettes et des résultats, la présentation, tant pour les Commissions Consultatives Facultatives que pour le Comité Syndical, se décompose en **cinq Sous-Budgets analytiques**, à savoir ceux du :

- budget principal « Gestion Générale »,
- sous-budget « Service de l'Eau - AEP Distribution »,
- sous-budget « Service de l'Eau - AEP Production »,
- sous-budget « Service de l'Assainissement Collectif ».
- sous-budget « Service de l'Assainissement Non Collectif ».

Comme pour les exercices précédents, **à titre purement indicatif**, il est présenté **un Compte Administratif 2014 « consolidé »** obtenu en procédant à une double opération consistant, d'une part, en l'addition des seuls mouvements réels des trois budgets tant en fonctionnement qu'en investissement et, d'autre part, en la soustraction des mouvements internes que sont les contributions de deux budgets annexes au budget principal. Ce Compte Administratif Consolidé 2014 fait ainsi apparaître un excédent de clôture de + 1 550 455,37 €, à comparer à l'excédent de + 2 914 414,04 € en 2013, soit un résultat en baisse de l'ordre de 46,80 % expliqué par l'absence de réalisation d'emprunt d'une part et le haut de niveau de réalisation des opérations d'investissement d'autre part.

Les principaux points singuliers de l'exercice 2014 ont été détaillés au cours des Commissions Consultatives des 13 et 14 avril 2015 au moyen de tableaux et graphiques et seront explicités en cours de séance.

Compte Administratif 2014 du Budget Principal « Gestion Générale »

Ce Compte Administratif 2014 fait apparaître **un résultat de clôture déficitaire de – 1 004 787,36 €** supérieur à celui de 2013 : - 833 742,04 €. Ce déficit 2014 provient exclusivement de la section d'investissement, puisque la section d'exploitation s'équilibre, par nature, en dépenses et en recettes à hauteur de 1 177 103,96€ contre 1 202 570,46 € en 2013. Les recettes principales de ce budget principal proviennent essentiellement des participations des deux budgets annexes, tel que prévu par les délibérations dites «répartition des frais de gestion générale» en date du 26 Mars 1999 et «d'affectation spécifique des frais de personnel » en date du 23 novembre 2009, à savoir au prorata des recettes propres de ces budgets constatées à l'arrêt des comptes de l'exercice précédent. A compter du budget 2015, une nouvelle répartition analytique a été proposée.

Les restes à réaliser en section d'investissement s'élèvent à 47 485,68 € pour les dépenses et 1 052 273,04 € en recette, de sorte que **le résultat de clôture définitif est nul** ; la réalisation d'un emprunt a été logiquement repoussée ultérieurement en raison de l'excédent de trésorerie de l'ensemble des budgets du SEBA

En fonctionnement :

Les principales recettes s'élèvent au même montant que celui des dépenses, soit 1 177 103,96 € en raison de la contribution des budgets annexes de 1 070 523,37€ contre 1 042 651,79 € en 2013. S'ajoutent :

- le loyer du délégataire : 64 259€ (dont 61 354 € de loyer et 2 905 € de charges) contre 69 280,00 € en 2013 ;
- le remboursement des assurances suite à des sinistres de véhicules de service, dossiers consultations entreprises non retirés, remboursement trop versé sur assurances personnel et écriture d'ordre relative à la participation du personnel aux chèques-déjeuner pour un total de 11 910 ,60 € ;
- l'atténuation de charges : 30 235,42 € contre 72 793,35 € en 2013 correspondant au remboursement de divers arrêts de travail et surtout au remboursement lié au « contrat emploi-avenir » ;
- les produits exceptionnels : 215,57€ correspondant à la cession de matériels informatiques pour 25,00 € et au remboursement de trop-versés sur facture et participations autres pour 190,57 € (gerbe fleurs).

Les principales dépenses s'élèvent à 1 177 103,96 € contre 1 202 570,46 € en 2013 qui se décomposent ainsi :

- 205 395,07 € pour les charges à caractère général, contre 181 162,70 € en 2013 (+13,46 %) ; les augmentations sont dues aux frais d'électricité, de fournitures de petits équipements, d'assurances, de maintenance, d'honoraires, d'accès données IGN et de renouvellement de clés Certinomis ;
- 786 870,71€ pour les charges de personnel et frais assimilés, contre 845 175,93 € en 2013 (-6,90 %), avec une baisse liée à la non-reconduction de deux contrats d'agent travaillant pour le SPANC en raison de la baisse d'activité du service ;
- 82 872,11 € pour les autres charges de gestion courante, contre 72 959,06 € en 2013 (+13,58 %) ;
- 35 354,90 € en frais financiers, contre 37 217,23 € en 2013 (- 5,00 %) ;
- 66 466,81 € pour les opérations d'ordre (amortissement matériels autres que bâtiments).

Globalement, les dépenses sont maîtrisées y compris les frais de personnel, ces charges nettes étant inférieures à celles de l'année 2013 (756 635,29 € en 2013 contre 772 382,58 €).

Cette section est retracée dans les tableaux suivants :

RECETTES DE FONCTIONNEMENT

Chap.	Libellé	Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Crédits employés (ou restant à employer)			Crédits annulés
			Titres émis	Prod. rattachées	Restes à réaliser au 31/12	
013	Atténuations de charges	60 000,00	30 235,42	0,00	0,00	29 764,58
70	Produits services, domaine et ventes div	0,00	1 070 523,37	0,00	0,00	-1 070 523,37
73	Impôts et taxes	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
74	Dotations et participations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
75	Autres produits de gestion courante	1 314 800,00	76 129,60	0,00	0,00	1 238 670,40
Total des recettes de gestion courante		1 374 800,00	1 176 888,39	0,00	0,00	197 911,61
76	Produits financiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
77	Produits exceptionnels	0,00	215,57	0,00	0,00	-215,57
78	Reprises provisions semi-budgétaires (1)	0,00	0,00			0,00
Total des recettes réelles de fonctionnement		1 374 800,00	1 177 103,96	0,00	0,00	197 696,04
042	Opérat° ordre transfert entre sections (2)	5 000,00	0,00			5 000,00
043	Opérat° ordre intérieur de la section (2)	0,00	0,00			0,00
Total des recettes d'ordre de fonctionnement		5 000,00	0,00			5 000,00
TOTAL		1 379 800,00	1 177 103,96	0,00	0,00	202 696,04
Pour information R 002 Excédent de fonctionnement reporté de N-1		(3) 0,00				

DEPENSES DE FONCTIONNEMENT

Chap.	Libellé	Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Crédits employés (ou restant à employer)			Crédits annulés
			Mandats émis	Charg. rattachées	Restes à réaliser au 31/12	
011	Charges à caractère général	206 500,00	205 395,07	144,36	0,00	960,57
012	Charges de personnel, frais assimilés	843 300,00	786 870,71	0,00	0,00	56 429,29
014	Atténuations de produits	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
65	Autres charges de gestion courante	100 700,00	82 872,11	0,00	0,00	17 827,89
656	Frais fonctionnement des groupes d'élus	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des dépenses de gestion courante		1 150 500,00	1 075 137,89	144,36	0,00	75 217,75
66	Charges financières	48 300,00	34 074,94	1 279,96	0,00	12 945,10
67	Charges exceptionnelles	7 000,00	0,00	0,00	0,00	7 000,00
68	Dotations provisions semi-budgétaires (1)	0,00	0,00			0,00
022	Dépenses imprévues	9 000,00				
Total des dépenses réelles de fonctionnement		1 214 800,00	1 109 212,83	1 424,32	0,00	104 162,85
023	Virement à la section d'investissement (2)	0,00				
042	Opérat° ordre transfert entre sections (2)	165 000,00	66 466,81			98 533,19
043	Opérat° ordre intérieur de la section (2)	0,00	0,00			0,00
Total des dépenses d'ordre de fonctionnement		165 000,00	66 466,81			98 533,19
TOTAL		1 379 800,00	1 175 679,64	1 424,32	0,00	202 696,04
Pour information D 002 Déficit de fonctionnement reporté de N-1		(3) 0,00				

(1) Si la commune ou l'établissement applique le régime des provisions semi-budgétaires.

(2) DF 023 = RI 021 ; DI 040 = RF 042 ; RI 040 = DF 042 ; DI 041 = RI 041 ; DF 043 = RF 043.

(3) Les lignes de report ne font pas l'objet d'émission de mandat ou de titre (inscrire le montant reporté).

En investissement :

Les recettes atteignent la somme de 157 959,99 € (contre 560 216,76 € en 2013) et se décomposent ainsi :

- le FCTVA : 63 356 € lié principalement au solde des travaux de réhabilitation de la Sigalière avec un reste à réaliser de 7 484,22 € ;
- l'amortissement des immobilisations (matériels autres que bâtiments) pour 76 696,99 € (opération d'ordre).

Les dépenses atteignent 329 005,31€ contre 508 860,96 € en 2013 et se décomposent pour les principales ainsi :

- les immobilisations corporelles : 203 613,39 € contre 150 839,86 € en 2013 correspondant à des acquisitions de matériels informatiques et logiciels, des travaux « 2^{ème} tranche La Sigalière », de mobilier complémentaire et de divers équipements ; avec un reste à réaliser de 47 485,68 € ;
- achat logiciel intranet pour 5 040 € ;
- le remboursement du capital des emprunts pour 92 214,74€ contre 90 479,08 € en 2013 ;
- les opérations d'ordre (amortissements matériels autres que bâtiments) pour 28 137,18 €.

Cette section est retracée dans les tableaux suivants :

RECETTES D'INVESTISSEMENT

Chap.	Libellé	Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Titres émis	Restes à réaliser au 31/12	Crédits annulés
010	Stocks (3)	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées (hors 165)	997 072,00	0,00	1 044 788,82	-47 716,82
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation (4)	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des recettes d'équipement		997 072,00	0,00	1 044 788,82	-47 716,82
10	Dotations, fonds divers et réserves (hors 1068)	84 000,00	63 356,00	7 484,22	13 159,78
1068	Excédents de fonctionnement capitalisés (7)	0,00	0,00	0,00	0,00
138	Autres subvent° invest. non transf.	0,00	0,00	0,00	0,00
165	Dépôts et cautionnements reçus	0,00	0,00	0,00	0,00
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participat° et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00
024	Produits des cessions d'immobilisations	0,00		0,00	
Total des recettes financières		84 000,00	63 356,00	7 484,22	13 159,78
45...	Total des opé. pour le compte de tiers (6)	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des recettes réelles d'investissement		1 081 072,00	63 356,00	1 052 273,04	-34 557,04
021	Virement de la sect° de fonctionnement (1)	0,00			
040	Opérat° ordre transfert entre sections (1)	175 231,00	76 696,99		98 534,01
041	Opérations patrimoniales (1)	17 907,00	17 907,00		0,00
Total des recettes d'ordre d'investissement		193 138,00	94 603,99		98 534,01
TOTAL		1 274 210,00	157 959,99	1 052 273,04	63 976,97
Pour information		(2) 0,00			
R 001 Solde d'exécution positif reporté de N-1					

DEPENSES D'INVESTISSEMENT

Chap.	Libellé	Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Mandats émis	Restes à réaliser au 31/12	Crédits annulés
010	Stocks (3)	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	5 100,00	5 040,00	0,00	60,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	280 730,00	203 613,39	47 485,68	29 630,93
22	Immobilisations reçues en affectation (4)	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	0,00
	Total des opérations d'équipement	12 000,00	0,00	0,00	12 000,00
Total des dépenses d'équipement		297 830,00	208 653,39	47 485,68	41 690,93
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	92 500,00	92 214,74	0,00	285,26
18	Compte de liaison : affectat° (BA, régie) (5)	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participat° et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00
020	Dépenses imprévues	17 000,00			
Total des dépenses financières		109 500,00	92 214,74	0,00	17 285,26
45...	Total des op. pour compte de tiers (6)	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des dépenses réelles d'investissement		407 330,00	300 868,13	47 485,68	58 976,19
040	Opérat° ordre transfert entre sections (1)	15 231,00	10 230,18		5 000,82
041	Opérations patrimoniales (1)	17 907,00	17 907,00		0,00
Total des dépenses d'ordre d'investissement		33 138,00	28 137,18		5 000,82
TOTAL		440 468,00	329 005,31	47 485,68	63 977,01
Pour information		(2) 833 742,04			
D 001 Solde d'exécution négatif reporté de N-1					

(1) DF 023 = RI 021 ; DI 040 = RF 042 ; RI 040 = DF 042 ; DI 041 = RI 041 ; DF 043 = RF 043.

(2) Les lignes de report ne font pas l'objet d'émission de mandat ou de titre (inscrire le montant reporté).

(3) A servir uniquement dans le cadre d'un suivi des stocks selon la méthode de l'inventaire permanent simplifié autorisée pour les seules opérations d'aménagements (lotissement, ZAC...) par ailleurs retracées dans le cadre de budgets annexes.

(4) En dépenses, le chapitre 22 retrace les travaux d'investissement réalisés sur les biens reçus en affectation. En recette, il retrace, le cas échéant, l'annulation de tels travaux effectués sur un exercice antérieur.

(5) A servir uniquement lorsque la commune ou l'établissement effectue une dotation initiale en espèces au profit d'un service public non personnalisé qu'elle ou qu'il crée.

(6) Seul le total des opérations pour compte de tiers figure sur cet état (voir le détail Annexe IV A9).

(7) Le compte 1068 n'est pas un chapitre mais un article du chapitre 10.

Au total, le Compte Administratif 2014 du Budget Général du Syndicat traduit les orientations prises lors du vote du Budget Primitif de l'exercice et la bonne maîtrise des dépenses de fonctionnement, clé de voûte de l'Etude Financière Prospective et élément indispensable pour la réalisation des programmes d'investissement actuels et futurs des budgets Eau et Assainissement.

Les Commissions des Finances et des Travaux/Services Publics ont été saisies du présent projet de Compte Administratif 2014 respectivement les 13 et 14 avril 2015 et la Commission Consultative des Services Publics Locaux informée le 14 avril 2015.

Après avoir participé au débat, le Président se retire, le Comité Syndical désignant le premier Vice-Président en qualité de Président de séance pour voter le Compte Administratif 2014 du Budget Principal « Gestion Générale » dont les résultats sont identiques à ceux du Compte de Gestion 2014 tenu par le Receveur Syndical.

Le Comité Syndical est appelé à se prononcer sur le projet de Compte Administratif 2014 du « Budget Général » tel que présenté, rigoureusement conforme aux écritures de Compte de Gestion 2014 tenu par le Receveur Syndical.

Après en avoir délibéré, le Comité Syndical, à la majorité des membres présents ou représentés, (1 abstention : M. Éric VEYRENC, délégué de Vernon) **ADOpte** le Compte Administratif 2014 du budget principal « Gestion Générale ».

POUR EXTRAIT CERTIFIÉ CONFORME

Le Président du Syndicat,

Jean PASCAL